



L'Argentine menace de faire intervenir les États-Unis et la Chine dans le litige qui l'oppose au Chili en Antarctique

Par [Ahmed Adel](#)

Mondialisation.ca, 16 mai 2024

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [Antarctique](#)

L'accord entre Buenos Aires et Washington pour installer une base logistique dans le sud de l'Argentine pourrait entraîner la participation des États-Unis et la Chine et renforcer l'influence extérieure dans le sud de l'Amérique du Sud.

Cette base logistique prévue inquiète le Chili, qui prévoit une session législative en Antarctique pour consolider sa souveraineté sur le continent isolé.

Lorsque le président argentin Javier Milei s'est rendu dans la ville la plus méridionale de son pays, Ushuaia, pour annoncer la participation des États-Unis à une base logistique antarctique, des inquiétudes se sont manifestées à Santiago, dont la revendication de souveraineté sur l'Antarctique chevauche partiellement celle de l'Argentine. La préoccupation chilienne a été consolidée lorsque Milei a déclaré dans une interview avec les [médias Neura](#) que le soutien américain dans le sud non seulement renforce, selon le président, la revendication de souveraineté sur les îles Malouines détenues par les Britanniques, plus communément connues sous le nom d'îles Malouines, mais « soutient également la revendication sur l'Antarctique ».

Sur la base de ces déclarations, la Commission de défense de la Chambre des députés chilienne a décidé de se réunir le 21 mai en Antarctique, à la fois pour en savoir plus sur l'état actuel des activités et pour donner un « signe de souveraineté sur le territoire national », a déclaré le président de la commission, le député Francisco Undurraga, selon le [journal](#) chilien La Tercera.

[Chili 11 septembre 1973 : L'actualité d'un coup d'État. Manlio Dinucci](#)

En outre, un membre de la commission, Andrés Jouannet, a expliqué au média qu'il avait demandé que la session se tienne « dans le contexte des affirmations que l'Argentine et le président Javier Milei ont ».

« Pour la première fois dans l'histoire de la République et de l'Antarctique, une commission de défense s'est réunie aux trois bases. C'était une action absolument géopolitique et de souveraineté. À tel point qu'à la base d'Arturo Prat, lorsque nous nous rencontrons, un navire de guerre argentin était à l'extérieur », a déclaré Jouannet en se rappelant comment, en janvier 2023, l'organisme a tenu des réunions dans les bases navales chiliennes en Antarctique.

Le gouvernement chilien semble partager les préoccupations des membres du Congrès

puisque la ministre de la Défense, Maya Fernández, a également étendu l'invitation en Antarctique aux députés et aux sénateurs de la Commission de la défense. Par conséquent, la prochaine session sur le continent le plus méridional impliquera l'exécutif.

Les droits du Chili sur l'Antarctique ont été établis en 1554 sur le concept d'*uti possidetis*, qui correspond à l'établissement de limites post-indépendance pour les pays d'Amérique latine. Le Chili revendique sa possession de l'Antarctique entre les 53e et 90e méridiens, dont une partie chevauche la revendication argentine entre les 25e et 74e méridiens. En ce sens, bien qu'il y ait eu une coopération entre les deux pays, il y a une concurrence géopolitique qui, pour le moment, est contenue par le Traité sur l'Antarctique, qui sera en vigueur au moins jusqu'en 2048.

Les enjeux entre l'Argentine et le Chili concernent les villes d'accès à l'Antarctique, les lieux à partir desquels les pays reçoivent une assistance logistique pour envoyer leurs contingents en Antarctique, le continent le plus méridional du monde. La ville argentine d'Ushuaia entre en concurrence directe avec Punta Arenas au Chili et Puerto Williams, la ville la plus méridionale du Chili.

La préoccupation du Chili réside dans le fait que, dans le cadre de la concurrence que se livrent les deux pays pour leur position stratégique sur l'Antarctique, l'Argentine a tenté de faire intervenir des puissances extérieures dans la région. Les contacts entre le gouvernement d'Alberto Fernández (2019-2023) avec la Chine et ceux de Milei avec les États-Unis pour s'installer à Ushuaia en sont des exemples.

La concurrence étrangère entre les États-Unis et la Chine dans la région ne fait qu'aggraver les problèmes. Le Chili et l'Argentine ont une histoire de coopération relatives aux questions antarctiques, et il est préférable maintenir cette coopération bilatérale plutôt que d'intégrer d'autres acteurs internationaux tels que les États-Unis et la Chine.

Il est intéressant de noter que l'accord entre l'Argentine et les États-Unis a été conclu par le chef du commandement sud de l'armée américaine, Laura Richardson, et non par l'ambassadeur dans le pays, Marc Stanley, ni par tout envoyé du secteur commercial. Cela donne à l'accord un caractère très spécial, étant donné que dans ses rapports, le Commandement du Sud considère l'ingérence de la Chine dans la région comme une grande menace.

C'est pourquoi l'accord présenté avec enthousiasme par Milei constitue davantage une initiative des États-Unis que de l'Argentine dans son objectif de tenir la Chine à distance dans la région. Toutefois, le président argentin se trompe s'il croit que Washington favorisera l'Argentine dans un conflit de souveraineté avec le Royaume-Uni, son plus grand allié historique, au sujet des Îles Malouines [Malvinas en espagnol].

Malgré la réalité que Washington favorisera toujours Londres, Milei veut désespérément que l'Argentine devienne un « partenaire mondial » de l'OTAN. Bien que l'adhésion à l'OTAN ne forcerait pas l'Argentine à ouvrir des bases militaires étrangères sur son territoire, une implication approfondie dans l'Alliance pourrait faire pression sur le Congrès pour qu'il leur permette en particulier à Ushuaia, ce qui, encore une fois, préoccupe le Chili puisque les navires de guerre de l'OTAN seront à la frontière du Chili et à proximité de Punta Arenas et Puerto Williams.

Lien vers l'article original:

[Argentina Threatens to Involve US and China in Antarctic Dispute with Chile](#)

Publié initialement sur [InfoBrics](#), le 15 mai 2024

Traduction : Maya pour [Mondialisation.ca](#)

*

Ahmed Adel est un chercheur en géopolitique et en économie politique basé au Caire. Il contribue régulièrement à Global Research.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Ahmed Adel](#), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : [Ahmed Adel](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca